

La voix de l'opposition de gauche

Encore à propos de la bataille des retraites.

Comme il n'y a apparemment pas un seul dirigeant du NPA capable d'analyser et de faire le bilan de la bataille des retraites, ne parlons même pas d'en tirer des enseignements, ils s'en remettent aux "lumières" d'un conférencier et d'un chercheur qui étalent leurs sciences via Mediapart financé notamment par le Château. Etonnant comme démarche pour un parti ouvrier, que celle qui consiste à recourir à des experts pour analyser la situation. Ne rigolez pas, les responsables du NPA ont cru bon de préciser très sérieusement qu' « *ils analysent le rôle ambigu de l'intersyndicale* », ils doivent être les seuls le 20 novembre à considérer la stratégie mise en place par l'intersyndicale comme ambiguë.

Cet article du 20 novembre s'intitule *Et si le mouvement social était en train de rebondir ?* Il est signé Sophie Bérout (maître de conférences de science politique à l'université Lumière Lyon-2) et Karel Yon (enseignant-chercheur à Lille-2), des "*spécialistes des mouvements sociaux et du syndicalisme*" est-il précisé. Pourquoi pas, ne soyons pas médisant, voyons plutôt de quoi il retourne.

A propos de l'intersyndicale jaune emmenée par le tandem Chérèque-Thibault, voici ce qu'ils écrivent : "*Ne considéraient-elles pas comme tactiquement plus réaliste de marquer suffisamment dans les mémoires l'illégitimité de la réforme pour faciliter sa remise en cause dans un contexte plus favorable?*", ben voyons ! Sans doute en... 2012 ! Ils chercheraient à justifier la politique mise en œuvre par l'intersyndicale pour faire passer le projet de loi de Sarkozy-Woerth qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

"*La CFDT a réussi à se relégitimer sur le terrain des luttes, le traumatisme de 2003 est en partie surmonté.*", en soutenant l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, en refusant d'appeler au retrait et à la grève, en jouant finalement le rôle de briseur de grève et de défenseur de l'ordre établi, c'est sûr que la CFDT et ses dirigeants ont dû redorer leur blason au sein du mouvement ouvrier ! Ils doivent prendre leur désir pour une réalité.

"*Solidaires a su remplir son rôle de participant à part entière à l'intersyndicale et de porte-parole de la radicalité du "terrain".*", en signant la plupart des appels de l'intersyndicale qui n'appelaient ni au retrait ni à la grève, Solidaires est apparu comme le flan gauche ou plutôt gauchiste sur le terrain des appareils et cautionné par ces derniers.

Par le petit trou de la lorgnette de l'histoire à travers lequel ils ont observé cette bataille, ils ont constaté que "*FO a pu cultiver sa singularité*", en quelque sorte FO a appelé dès le premier jour au retrait pour se faire plaisir, à la trappe le contenu politique de son appel au retrait et à une grève de 24h. FO avait certes une position plus correcte que la plupart des syndicats, mais comme finalement FO embrayait aussitôt sur la nécessité d'engager des négociations avec Sarkozy dans l'objectif de parvenir à une « *bonne réforme* », une réforme plus « *juste* », FO n'entendait pas non plus rompre ses relations avec le gouvernement, donc refusait de se placer strictement sur le terrain de classe du prolétariat.

L'intersyndicale : "*elle a joué en même temps un rôle amplificateur et un rôle plafond*", en réalité, elle a freiné des quatre fers pour empêcher que les multiples grèves ne se transforment en grève générale ou ne les obligent à y appeler, le "*plafond*" était situé tellement bas qu'il fallait ramper pour ne pas se cogner la tête, ce que savent faire parfaitement les dirigeants syndicaux devant le pouvoir en place.

"*L'intersyndicale s'étant posée comme seul émetteur national légitime de la mobilisation, ses échéances étaient incontestables, ce qui a par exemple permis l'organisation de manifestations dans des communes où l'on a peu l'habitude de le faire*", c'était bien là tout le malheur qu'elle soit demeurée "*incontournable*".

"*La pérennisation d'un cadre d'action unitaire devait également permettre d'ôter toute prise au gouvernement pour jouer un syndicat contre l'autre, afin d'éviter le scénario de 2003. Mais là, pour le coup, on doit dire que l'intransigeance du gouvernement a rendu un grand service au mouvement syndical, en rendant improbable toute sécession négociatrice.*"

Ces têtes bien pleines et mal remplies sont passées à côté de l'essentiel : la CFDT n'avait pas besoin de faire "*sécession*" pour "*négoier*" avec le gouvernement, autrement dit pour s'aligner sur le projet de loi de

Sarkozy, puisque avant même la constitution de l'intersyndicale la CFDT avait déjà pris position pour l'allongement de la durée de cotisation. Il a échappé à ces grosses têtes que le ver était dans le fruit de l'intersyndicale dès le premier jour et que la totalité des syndicales ont accepté les conditions fixées par Chérèque.

Une question qui vient de loin : *"On peut se demander pourquoi, à ce moment, l'intersyndicale appelle à «amplifier le soutien de l'opinion publique» plutôt qu'à amplifier l'action, par exemple en relayant l'idée d'une journée de grève ou de blocage de l'économie"*, parce qu'ainsi elle comptait faire pression et mieux isoler les partisans de la grève qui étaient passés à l'action, afin qu'ils rentrent dans le rang.

Après le 12 octobre et avoir constaté que la mobilisation ne faiblissait pas mais qu'elle ne s'amplifiait pas non plus, les dirigeants syndicaux devaient estimer que la majorité des travailleurs n'étaient prêts à s'engager dans la bataille et qu'en les mettant en avant artificiellement face à ceux qui avaient franchi le pas, leur détermination finirait pas faiblir et la division ferait son oeuvre naturellement pour peu qu'on lui donne un coup de pouce. En s'appuyant sur l'arrière-garde du prolétariat au détriment de son avant-garde, l'intersyndicale tentait de tirer en arrière l'ensemble de la classe ouvrière au lieu de l'aider à aller de l'avant, ce qui ne peut s'expliquer qu'à partir de la nature contre-révolutionnaire de ses dirigeants...

"Alors même que nombre d'équipes CGT ont été au cœur de la radicalisation du conflit, la confédération s'interdit de s'appuyer sur ses "minorités actives" par crainte de se couper de la majorité de l'opinion salariale, supposée plus modérée", ce fut un choix délibéré de la direction de la CGT qui savait parfaitement à quoi s'en tenir sur l'état d'esprit et le niveau de maturité politique des travailleurs.

"L'intersyndicale aurait pu jouer ce rôle de caisse de résonance légitimant le passage à la grève ou le recours au blocage. Ses animateurs, dans leur majorité, ont fait un autre choix", non, l'intersyndicale qui a tiré les leçons des erreurs de la bataille du CPE ne pouvait pas jouer un autre rôle, et il ne pouvait pas en être autrement puisqu'en acceptant la présence de la CFDT et de la CGC, elle était alignée sur les positions de Sarkozy, elle portait en elle la défaite.

L'intersyndicale n'a pas été constituée en réponse à la volonté exprimée par les travailleurs et les militants de réaliser l'unité, elle a été imposée par en haut par les dirigeants eux-mêmes, justement dans le but de bloquer tout mouvement (d'en bas) pouvant s'orienter vers la grève générale, à l'origine elle leur a été imposée par la crise du capitalisme et des institutions qu'ils n'entendaient pas combattre puisqu'ils sont eux-mêmes inféodés au régime, qu'ils en sont ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier, c'était une stratégie s'appuyant sur le mot d'ordre d'unité cher aux militants, mise en oeuvre pour cadénasser par en haut le mouvement, comme un rempart dressé pour protéger le gouvernement et les institutions.

Il aurait fallu briser dès le départ cette intersyndicale constituée autour du tandem Chérèque-Thibault ou refuser d'y participer, dénoncer et combattre son orientation basée sur la capitulation devant Sarkozy que constituait l'acceptation de l'allongement de la durée de cotisation. Aucun dirigeant syndical n'a eu le courage de rompre avec Chérèque de crainte d'être marginalisé et d'apparaître comme un facteur de division au service de Sarkozy, alors qu'en réalité c'était l'intersyndicale qui portait en germe la division (et la défaite) de la classe ouvrière, la CFDT et la CGC s'alignant sur des positions étrangères et contraires aux besoins du prolétariat.

"La vraie question est moins de savoir si la grève générale était réalisable ou non que de s'interroger sur le niveau d'affrontement nécessaire pour triompher du gouvernement", quand on se moque du résultat de cette mobilisation, car en réalité les deux questions étaient intimement liées, à quoi nous aurait-il servi de savoir que la grève générale était *"le niveau d'affrontement nécessaire pour triompher du gouvernement"* si les conditions de sa réalisation n'étaient pas réunies ? Ce projet de loi s'attaquant à l'ensemble de la classe, c'était uniquement en mobilisant ou entraînant l'ensemble du prolétariat dans cette bataille que l'on aurait pu vaincre Sarkozy.

La question était plutôt de savoir comment entraîner l'ensemble de la classe au combat à partir des secteurs qui étaient susceptibles d'entamer une grève longue, les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises. On pourrait aussi se demander pourquoi les travailleurs de ces secteurs ne se sont-ils pas mis en grève illimitée, même sans appel formel des fédérations syndicales. A croire qu'ils n'ont tiré aucun enseignement de la grève de 1995, car dans le cas contraire ils auraient retenu qu'ils avaient les moyens de bloquer tout le pays et sans doute d'entraîner des millions de travailleurs d'autres secteurs d'activité et ainsi d'imposer une défaite à Sarkozy. Il ressort de ce constat que dès le début de cette bataille il fallait indiquer

aux travailleurs qu'ils ne vaincraient Sarkozy qu'en se mettant en grève illimitée jusqu'à satisfaction, il fallait leur indiquer la marche à suivre pour parvenir à la grève générale et que Sarkozy retire son projet, et si nécessaire le chasser du pouvoir pour atteindre cet objectif. Pas un parti ne s'est positionné clairement dans cette perspective.

"Les organisations syndicales qui dominent le champ sont obsédées par le problème de leur légitimité et considèrent que le meilleur moyen de la renforcer, c'est de faire la démonstration de leur utilité propre en consolidant une sphère autonome du dialogue social. C'est ce qu'ont illustré la méthode et le contenu de la réforme de la représentativité syndicale". On peut dire que cette "réforme" approuvée par Parisot et le tandem Chèreque-Thibault vient d'être testée grandeur nature avec succès.

La majorité des travailleurs sont toujours en retard sur son avant-garde révolutionnaire, ils sont davantage portés à la négociation et au compromis qu'au combat classe contre classe, cette "réforme" en s'appuyant sur ce constat avait pour objectif de tirer la classe ouvrière en arrière et de favoriser les syndicats partisans du dialogue social, autrement dit, la collaboration de classes au cours de laquelle nos droits sont systématiquement bradés. Cette réforme a été écrite sur mesure pour les capitulards ou les jaunes.

Je n'ai pas lu tout ce qui a été écrit sur cette question précise, mais j'ai cru remarquer qu'encre une fois on n'avait pas tout dit aux militants : cette loi sur la représentativité des syndicats repose sur le constat que la classe ouvrière est largement subordonnée au capitalisme parce qu'elle n'a pas de conscience de classe, elle a donc pour objectif pérenniser ce rapport entre les classes en lui interdisant d'en acquérir une conforme à ses intérêts, de faire en sorte qu'elle admette une fois pour toute que ses besoins doivent être conformes à ceux des capitalistes, qu'ils ne doivent pas être distincts ou incompatibles avec ceux des capitalistes auxquels la classe doit se soumettre, autrement dit la classe ouvrière ne pourrait avoir d'expression indépendante de celle des capitalistes, c'est donc son indépendance de classe qui était directement visé par cette réforme contre-révolutionnaire.

"Quoi qu'il en soit, il est certain que les ressources matérielles que procurent les subventions étatiques et les missions de représentation dans les institutions paritaires sont essentielles pour les organisations syndicales. Le syndicalisme français est en effet structurellement faible au niveau de ses ressources propres. Cela renvoie à l'absence d'un syndicalisme à bases multiples et au faible taux de syndicalisation qui en résulte, au moins en partie."

D'où la nécessité d'engager le combat contre le financement des syndicats par l'Etat, l'UE ou le patronat, pour la sortie des syndicats de tous les organismes tripartites auxquels ils participent.

La politique dite contractuelle qui privilégie la négociation avec le patronat ou le gouvernement avant même de le combat sur nos revendications sur le terrain de la lutte de classes, puis la politique du dialogue sociale poursuivie au sein de comités constitués à cet effet pour associer les syndicats à la politique définie par le gouvernement et/ou le patronat dans le but de la légitimer et de la faire accepter aux travailleurs, finalement la loi sur la représentativité s'inscrit logiquement dans le prolongement de la politique de collaboration de classes mise en oeuvre constamment depuis 65 ans par l'ensemble des syndicats.

Les syndicats ayant abandonné définitivement le combat pour en finir avec le capitalisme, ayant refusé de situer le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière dans la perspective de l'émancipation du salariat, il n'est pas étonnant que les masses, qui dans leur très grande majorité n'ont jamais participé à la lutte des classes, considèrent qu'ils doivent avant tout leur situation sociale actuelle au développement du capitalisme, plutôt qu'à la lutte de classe du prolétariat du passé, même s'il leur faut bien admettre que les droits sociaux dont elles profitent sont souvent le produit de la lutte des classes, du fait qu'elles ne sont pas prêtes à participer à la lutte de classes et qu'il leur faut bien le justifier d'une façon ou d'une autre, il leur est plus pratique de faire abstraction de la lutte des classes ou de la nier et de remettre leur sort entre les mains du capitalisme et ses représentants, ce comportement ne fait que traduire leur absence de conscience de classe et rien d'autre.

Les auteurs de cet article terminaient en faisant l'apologie du référendum sur La Poste, puis celui sur les retraites lancé par *Politis*, ou encore « *la pétition en ligne de la CGT (qui) a quant à elle déjà rassemblé plus de 600.000 signatures* », et d'en conclure, là camarades vous avez le droit de vous soulager, (le mouvement) « *peut-être est-il déjà en train de rebondir* »... dans tous les sens ou contre un mur sans doute en l'absence d'une orientation politique correcte.

En guise de complément, le brouillon d'un article rédigé à partir du 8 novembre et resté inachevé.

Conditions dans lesquelles l'intersyndicale s'est constituée :

- Participation au COR.
- Participation à un simulacre de négociation avec le gouvernement.

Signification ou objet :

- Légitimer les conclusions du COR.
- Légitimer leur mise en oeuvre par le gouvernement, y compris l'agenda de Sarkozy-Woerth.

Nature de l'intersyndicale :

- Contre-nature, contre-révolutionnaire,
- Jaune à la solde du régime.

En incluant la CFDT et la CGC favorables à l'allongement de la durée de cotisation et à l'alignement du public sur le privé, de fait l'intersyndicale se plaçait au côté de Sarkozy.

Tandis que les autres syndicats acceptaient l'idée de la nécessité d'une "*réforme*", point de départ de la réflexion du COR devant conduire à terme à la liquidation de la retraite par répartition au profit de la capitalisation. Donc sur le fond tous les syndicats étaient bien sur une ligne de capitulation.

Pourquoi ont-ils agi de la sorte ?

Parce qu'ils sont totalement inféodés au capitalisme, ce sont des lieutenants du capital au sein du mouvement ouvrier déguisés en militants ouvriers pour mieux servir la cause du capital contre le travail. Ce ne sont pas des traîtres, ce sont des agents du capital.

Que valaient les appels en direction des dirigeants de la CGT et de la FSU pour qu'ils appellent au retrait et à la grève générale ?

Des incantations, des manifestations d'impuissance ou d'ignorance qui n'ont servi qu'à camoufler leur véritable nature et leur lien indéfectible avec le capital. Elles étaient vouées dès le départ à un échec.

Pourquoi ?

Pour la même raison qu'il leur était impossible de rompre leur alliance avec le jaune Chérèque, ils ne pouvaient pas appeler au retrait et à la grève générale sans rompre leurs relations avec Chérèque, le représentant syndical officiel des intérêts du patronat.

Rompre avec Chérèque aurait signifié rompre avec Sarkozy et Parisot, impensable, la totalité des dirigeants syndicaux ne l'ont jamais envisagé, mieux ou pire, ils n'ont jamais cessé de réclamer de "*véritables négociations*" à Sarkozy.

Rompre avec Chérèque aurait signifié rompre avec Sarkozy et Parisot et aurait contribué à placer directement sur le terrain politique la bataille sur les retraites, à ouvrir une crise politique, inimaginable pour ces fervents défenseurs de l'ordre établi.

Que signifiait la décision de Thibault de maintenir son alliance avec Chérèque connaissant parfaitement sa position ?

Qu'il la partageait et que pour cette raison il ne romprait pas avec lui. C'était soutenir l'idée qu'il fallait une réforme comme le gouvernement n'a cessé de le marteler, donc soutenir le projet de Sarkozy pour qu'il aboutisse.

Que valaient les appels des intersyndicales d'entreprises, de services ou d'administrations en direction des dirigeants syndicaux ?

S'agissant de la CGT, pas davantage que l' « *opposition* » à Thibault lors de son dernier congrès. Cette « *opposition* » ne pouvait inquiéter Thibault du fait qu'elle est callée sur des positions réformistes et non sur une position de rupture avec le capital.

N'aurait-il pas été préférable d'appeler les dirigeants de la CGT, FO, FSU et Solidaires à rompre avec Chérèque et à dénoncer sa collusion avec Sarkozy ?

Cela aurait (peut-être) entraîné l'éclatement de l'intersyndicale. Et après, aurait-ce été un drame, un avantage ou un inconvénient pour notre combat ?

Dans un premier temps cela se serait soldé par la constitution de deux intersyndicales, la première constituée de la CFDT, CFTC, CGC et Unsa, la seconde de la CGT, FO, FSU et Solidaires. Ce n'est qu'une hypothèse, vraisemblable ou non.

La seconde aurait pu prendre l'initiative d'appeler au retrait et à la grève générale.

Au départ, la mobilisation aurait sans doute été beaucoup moins importante qu'elle n'a été, mais par son contenu et son orientation claire, ces syndicats auraient manifesté leur détermination à aller jusqu'au bout, peut-être que cela aurait décidé les travailleurs qui n'étaient pas prêts à se mobiliser par défiance envers les syndicats à s'engager à leur tour dans la bataille.

Rien ne dit non plus que les travailleurs syndiqués ou non qui étaient prêts à suivre l'intersyndicale jaune n'auraient pas été tentés de les imiter en masse, après avoir pris conscience que Chérèque était en réalité aligné sur les positions du COR et du gouvernement.

Il valait mieux une mobilisation moins forte avec un contenu et une orientation politique correctes, plutôt que pas de contenu politique du tout ou une mauvaise orientation qui se serait forcément soldée par une défaite, car sachant que Sarkozy allait poursuivre son offensive contre la classe ouvrière, le combat pour le chasser du pouvoir pouvait reprendre de plus belle à la première occasion, par exemple s'il s'en prenait aux salaires, aux congés ou s'il voulait nous imposer une augmentation des impôts ou amplifier sa politique d'austérité, c'était dans cette perspective qu'il fallait se disposer.

Tout dépendait maintenant de ce qu'on attendait de cette mobilisation, obtenir que Sarkozy retire son projet de loi, c'était impensable au regard des conditions objectives et subjectives, donc c'était une erreur politique d'axer sa tactique et sa stratégie dans cette unique perspective, le mot d'ordre en soi du retrait était stérile. Par contre, il était possible de regrouper des travailleurs et des militants sur la base de ce constat, en leur précisant que ce qui manquait pour le vaincre, cela devait les convaincre de s'organiser afin de réunir ces conditions, pour ensuite ouvrir une crise politique, et au-delà poser la question du gouvernement qui prendrait réellement en charge l'ensemble de nos aspirations ou besoins dont ceux en matière de retraite...

Tous les partis sans exception se sont rangés derrière les appareils syndicaux à des degrés divers, aucun n'a osé dès le mois de mai dire la vérité aux travailleurs et aux militants, tous ont manqué à leur devoir.